

# ANTOINE BASBOUS

## DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE DES PAYS ARABES

### “L'ère des alternances”

Reuters - **Votre dernier ouvrage s'intitule « Le Tsunami Arabe » (Fayard, 2011). Pourquoi employez-vous cette expression plutôt que celle communément utilisée de « printemps arabe » ?**

Antoine Basbous - Le printemps comporte un raccourci et donne un peu la finalité du mouvement. Quand des dictatures se sont installées depuis des dizaines d'années, on ne passe pas directement d'une dictature à la démocratie. Il va falloir traverser des étapes successives puis, la dictature étant définitivement écartée, alors à ce moment-là, la démocratie peut arriver à petits pas, doucement et jamais brutalement car la démocratie ne se décrète pas au journal officiel. C'est un travail lent, long et c'est pourquoi le tsunami est beaucoup plus exact pour décrire la situation. Le printemps viendra beaucoup plus tard. Maintenant, on est dans le temps du tsunami et des répliques.

Reuters - **Cette appellation désigne un mouvement général or ne croyez-vous pas qu'elle recouvre des situations particulières ?**

A.B. - Il y a des points de rupture plutôt. Dans les pays où c'est le clan, la famille, la tribu ou la communauté qui règne, il n'y a pas d'institutions mais un clan qui va se battre jusqu'au bout. L'exemple le plus vif, c'est celui de (Mouammar) Kadhafi. Il était avec sa famille, ses fils, ses neveux, ses cousins à la tête du pays et il s'est battu jusqu'au bout, jusqu'à la perte. C'est le cas de la Syrie où les alaouites autour d'Assad, avec ses cousins et ses frères, vont se battre parce que, à eux seuls, ils incarnent toutes les institutions. Le pays leur appartient en quelque sorte. En revanche, dans des Etats où il y a un minimum d'institutions comme la Tunisie ou l'Egypte, quand le dictateur a vu que la police était débordée, il a fait appel à l'armée et là, l'institution militaire a dit au dictateur : « dégage ». Elle n'a pas suivi parce qu'elle a une marge de manoeuvre et qu'elle n'est pas instrumentalisée par un lien de sang et d'intérêt jusqu'au bout. Tous les pays arabes partagent une chose commune, c'est la colère. Une colère très profonde contre les dirigeants. Désormais, on ne peut plus avoir de dictateurs. Nous sommes rentrés dans l'ère des alternances.

Reuters - **Le cas de l'Egypte n'est-il pas particulier puisque Moubarak est lui-même issu des rangs de l'armée ?**

A.B. - En Egypte, l'armée était dans une situation un peu différente, c'est-à-dire que Moubarak a dit « je ne renouvellerai pas

mon mandat après septembre ». L'armée s'est dit qu'elle gouverne le pays depuis 1952 et que se battre pour maintenir Moubarak jusqu'à la fin de son mandat, le sauver pour installer son fils était une bataille inutile. Donc pour garder le pouvoir, il faut contenir la révolution et la transformer en coup d'Etat. C'est pourquoi les militaires ne se sont pas heurtés aux révolutionnaires.

Reuters - **Vous les soupçonnez de vouloir conserver le pouvoir ?**

A.B. - Leur stratégie consiste à conserver le pouvoir et à ne pas heurter la révolution inutilement mais à l'accompagner pour l'étouffer. L'armée veut maintenir l'opacité sur ses intentions, son règne. Elle veut bien mettre un civil à sa main en vitrine ou partager le pouvoir avec les Frères musulmans auxquels elle laisserait le champ politique, la société en quelque sorte, voiler les femmes, laisser pousser les barbes, empêcher ou limiter l'alcool, bref des choses sociétales mais qui ne se rapportent pas exactement au domaine de souveraineté (sécurité, relations extérieures, et finances). Mais l'armée ne compte nullement se séparer de la réalité du pouvoir.

Reuters - **Les Egyptiens, notamment ceux de la place Tahrir, vous paraissent-ils impuissants à contrecarrer ces desseins ?**

A.B. - Plus de 40% du peuple est analphabète et parler de démocratie à des analphabètes qui ne savent pas quel vote ils mettent dans l'urne, ce n'est pas très sérieux. Disons que le levier de la place Tahrir a été efficace à un moment donné. Maintenant que les élections se passent avec un engouement réel et dès lors que ces élections vont donner une majorité aux islamistes, Tahrir va devenir un pôle de contestation minoritaire. On peut imaginer qu'après, l'armée et les islamistes répriment Tahrir en disant « c'est du désordre, les gens veulent la paix, retrouver le travail, le tourisme ». L'armée veut la continuité, l'armée veut du Moubarak sans Moubarak, c'est-à-dire changer la vitrine.

Reuters - **Pourquoi certains pays n'ont-ils quasiment pas été touchés, l'exemple le plus frappant étant l'Algérie ?**

A.B. - En Algérie, les gens ont fait une première révolution contre la France puis en 1988, ils ont fait une seconde révolution et ce sont les mêmes qui sont restés en place. Le peuple ensuite a eu une guerre civile. Le pou- ➡

#### « LE PRINTEMPS ARABE »



➔ voir a mis l'accent, via les médias, sur les effets de ces révolutions (arabes) en disant « regardez ces morts », ce qui voulait dire « vous voulez revenir à la guerre civile ? ». Le deuxième élément, c'est que le gouvernement a beaucoup d'argent disponible et dès lors qu'on s'organise pour descendre dans la rue pour revendiquer, il lâche de l'argent et il cède. Le régime achète la paix. Mais la colère est très présente. La situation n'est pas tenable à long terme.

Reuters - **Dans votre livre, vous écrivez que « le clic a eu raison du flic ». Quelle a été l'importance des nouveaux médias dans ce « tsunami » ?**

A.B. - Les anciens régimes étaient tous braqués contre la menace islamiste. Ils l'ont vendue à l'Occident en disant « nous nous protégeons et nous vous protégeons contre le terrorisme islamiste ». Tous les efforts étaient concentrés là-dessus et brutalement arrive autre chose, ces gens jeunes qui ne savent pas utiliser un fusil ou des explosifs mais qui ont en revanche des 3G et internet et tout le reste. Les régimes étaient braqués sur les terroristes mais, pour eux, le terroriste était d'une autre nature, c'est celui qui utilise internet et le téléphone portable. Le clic a neutralisé le flic.

Reuters - **Partout où des élections ont été organisées, les islamistes sont sortis vainqueurs. Pourquoi ?**

A.B. - Car il y a une prime aux opprimés des anciens régimes et que les islamistes n'ont pas été éradiqués pendant les dictatures. Les dictateurs ne peuvent pas fermer les mosquées et l'islamisme, dans sa diversité, s'est appuyé sur le rendez-vous du vendredi pour garder des réseaux et des liens. Ceux qui ont fait tomber les régimes ne sont pas des islamistes, ce sont des jeunes, libéraux, éduqués, de la classe moyenne urbanisée, branchés sur internet. Ces jeunes n'ont pas de racines profondes dans le pays. Ce sont des gens qui sont tombés de la dernière pluie et n'ont pas l'histoire, ni les moyens ni le temps de se structurer tandis que les islamistes n'ont pas perdu le fil de leurs réseaux sous la dictature.

Reuters - **Que pensez-vous des craintes exprimées en Occident sur ces islamistes ?**

A.B. - Il y a islamistes et islamistes. Prenons les plus légers, les plus compatibles avec la démocratie, c'est l'AKP turc, c'est Ennahda (en Tunisie) qui promet d'être respectueux de la diversité et de la liberté. Après ces deux-là, on peut imaginer que le PJD marocain sera presque de la même trempe. Ensuite il y a les Frères musulmans, vieille école, vieille garde égyptiennes, qui m'inquiètent un peu. En revanche, si les salafistes devaient arriver au pouvoir, là, ce serait les taliban en Méditerranée et ce serait vraiment inquiétant.

Reuters - **Vous évoquez l'AKP au pouvoir depuis 2002 en Turquie. Il semble faire figure de modèle pour les partis islamistes arabes, pourquoi ?**

A.B. - Je n'ai pas entendu un seul pays arabe révolté chercher l'exemple iranien. Tous les pays, pour dire qu'ils étaient pour un islamisme de croissance et démocratique, ont cité l'exemple turc, qui n'est pas un exemple abouti, qui est perfectible car les minorités ne sont pas très bien traitées, car les journalistes sont extrêmement nom-

breux en prison, mais en même temps, c'est un régime qui a donné une croissance continue pendant dix ans, qui a probablement l'adhésion du peuple puisque l'AKP a été élu trois fois de suite et qui est assez compatible avec la démocratie. C'est pourquoi la Turquie a la cote chez les islamistes sauf les Egyptiens qui veulent un Etat islamique et pas civil. Pour les islamistes modérés, la Turquie semble être le modèle le plus abouti.

Reuters - **La Turquie, elle-même, semble vouloir s'affirmer comme puissance. Pourquoi ?**

A.B. - Aujourd'hui, les Arabes connaissent un vide stratégique et ils sont encerclés par trois puissances non arabes : Israël, l'Iran et la Turquie. Israël, c'est le rejet. L'Iran, qui est menaçant, dont le régime veut exporter la révolution, qui instrumentalise toutes les communautés chiites, fait peur. Dans ce cadre-là apparaît la Turquie comme étant membre de l'Otan, modèle de croissance économique, puissance sunnite et qui a la capacité de contenir l'Iran. Les Arabes, dans leur écrasante majorité, se sont dit que pour contrebalancer le poids de l'Iran, ils allaient compter sur la Turquie et la Turquie a compris le message, elle a commencé à faire de la surenchère sur la question palestinienne.

Reuters - **En quoi ce « tsunami » peut-il affecter d'autres pays qui n'ont pas été directement touchés, en particulier l'Iran, allié de la Syrie ?**

A.B. - L'Iran n'est pas à l'abri d'un tsunami et d'ailleurs, en 2009, à l'occasion de l'élection présidentielle et de la fraude massive qui a confirmé Mahmoud Ahmadinejad dans son second mandat, il y a eu un début de tsunami local réprimé dans le sang, avec la répression la plus aveugle. Si jamais la Syrie tombait - c'est une affaire de mois à mon avis - l'Iran serait vraiment affaibli car, le territoire syrien lui échappant, il n'aurait plus accès au Hezbollah (libanais), il n'aurait plus accès au Hamas à Gaza et l'Iran serait à son tour menacé d'un nouveau tsunami.

Reuters - **Quelles conséquences les pays occidentaux mais aussi la Russie et la Chine doivent-ils tirer de ces événements ?**

A.B. - Beaucoup de modestie. On a vu l'Occident se dépatouiller, s'embourber, ne pas comprendre ce qui se passe, commencer par soutenir comme d'habitude les régimes installés. Cela a été le cas de la France avec la Tunisie, de l'Amérique avec Moubarak. Puis l'Occident a commencé à comprendre que c'était une lame de fond, un tsunami qu'on ne pourrait pas gérer comme d'habitude. Et il faut reconnaître que l'Occident est aujourd'hui désargenté, affaibli et un peu déboussolé, ses priorités n'étant plus les mêmes. Il faut dire aussi que la peur de l'islamisme est moins importante qu'il y a quelques années. Avant, les régimes montraient les islamistes comme des monstres et aujourd'hui, on découvre Ennahda en Tunisie, qui était présenté il y a un an comme terroriste alors que c'est un mouvement dont le chef dit en arabe, en français, en anglais qu'il respecte les choix personnels des fidèles, qu'il ne compte pas intervenir dans la façon dont chacun voudrait appliquer sa religion. Cet islamisme qui était présenté comme terroriste et dangereux, on le découvre dans le modèle tunisien au moins comme islamo-démocratique, comme la démocratie chrétienne des années 1970 en Europe. ■